



# MINISTÈRE DE LA JUSTICE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Secrétariat Général  
Délégation Interrégionale Grand-Est  
Département de l'Immobilier

## **Maître d'Ouvrage**

### **État – Ministère de la Justice**

Secrétariat Général – Service de l'Immobilier Ministériel représenté par  
Madame la Chef du Département de l'Immobilier de Nancy

## **Immeuble**

### **Service pénitentiaire d'insertion et de probation**

Espace Corbin – 10 rue Poirel – 54 000 Nancy

## **Opération – TF 055 689**

**Aménagement de l'extension du service pénitentiaire  
d'insertion et de probation de Nancy**

# **Programme de l'opération**

**Mai 2021**

## Préambule

---

Le présent programme est établi par la maîtrise d'ouvrage.

C'est une pièce contractuelle entre le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage qui ne peut être modifiée sans un accord écrit des parties.

Le présent document définit le niveau minimal de qualité exigé par le maître d'ouvrage. Il ne doit pas constituer un obstacle à la liberté de choix de solutions techniques par le concepteur.

Il doit permettre au Maître d'œuvre de proposer une solution technique et fonctionnelle afin de répondre aux objectifs fixés par le maître d'ouvrage.

Il débute par une présentation de l'opération : ses divers intervenants, sa nature.

Il présente le bâtiment sur lequel les travaux doivent être réalisés.

Il recense les besoins auxquels les travaux doivent satisfaire.

Enfin il indique les différentes contraintes et exigences que le Maître d'œuvre doit prendre en compte.

# Table des matières

<b>I. Présentation de l'opération.....</b>	<b>4</b>
1-1. Nature de l'opération.....	4
1-2. Les intervenants.....	4
<b>II. Présentation des SPIP.....</b>	<b>5</b>
<b>III. Contexte et présentation du bâtiment.....</b>	<b>6</b>
<b>IV. PARTICULARITÉS DE FONCTIONNEMENT DES SPIP.....</b>	<b>7</b>
<b>V. LES BESOINS.....</b>	<b>8</b>
5-1. Constat général.....	8
5-2. Périmètre et définition de l'opération.....	8
5-3. Espaces attendus.....	8
5-4. Surfaces.....	11
<b>VI. Les Contraintes et exigences.....</b>	<b>12</b>
6-1. Contraintes réglementaires.....	12
6-2. Spécificités liées au nouveau câblage VDI.....	12
6-3. Planning prévisionnel de réalisation.....	13
6-4. Maintenance et exploitation.....	13
6-5. Mise en service.....	14
6-6. Estimation financière.....	14
<b>VII – ANNEXES.....</b>	<b>14</b>

---

## I. Présentation de l'opération

### 1-1. Nature de l'opération

Le présent programme concerne l'aménagement des nouveaux locaux du service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) de Nancy.

### 1-2. Les intervenants

<u>Maître d'ouvrage.</u>	Ministère de la Justice
<u>Pouvoir adjudicateur</u>	Secrétariat général – Service de l'Immobilier Ministériel
<u>Représentant du pouvoir adjudicateur</u>	Madame Isabelle THOMAS Chef du Département de l'Immobilier de Nancy accompagnée de Monsieur Sébastien FAGOT, Chef de projets au Département Immobilier de Nancy
	Ministère de la Justice Département de l'immobilier de Nancy Délégation inter-régionale de Nancy 20 boulevard de la Mothe CS 70005 54002 NANCY CEDEX
	Le Maître d'ouvrage a la charge de définir les besoins et de les faire réaliser en respectant les réglementations en vigueur dans le respect de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée.
<u>Assistance liée à la spécificité des SPIP</u>	Madame Isabelle LAUER Cheffe du Département des Affaires Immobilières à la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Strasbourg
	Le département des affaires immobilières de la DISP de Strasbourg assiste le Département de l'Immobilier de Nancy pour les aspects liés au fonctionnement des SPIP.
<u>Assistance technique</u>	Monsieur Jean-Daniel WEBER Chef du Département Informatique et Télécommunication (DIT) de Nancy, accompagné par Monsieur Eric LESTANG, Chef du domaine Infrastructures et Systèmes de Communication.
	Le DIT assure un rôle d'assistance technique auprès du Département Immobilier de Nancy pour les aspects liés au câblage VDI. À ce titre, il sera amené à préciser les besoins, à donner un avis technique sur l'ensemble des études produites par le prestataire, à participer aux réunions de chantier et à la réception des travaux.

Chef  
d'établissement

Monsieur Bruno XARDEL, Directeur Fonctionnel du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de Nancy.

Représentants des  
utilisateurs

- Monsieur Bruno XARDEL, Directeur Fonctionnel du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de Nancy ;

- Madame Isabelle LAUER, Cheffe du Département des Affaires Immobilières à la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Strasbourg

Ils sont associés au Maître d'Ouvrage pour la mise au point du programme et à l'organisation du chantier, mais n'ont pas de pouvoir décisionnel au niveau du déroulement de l'opération.

## **Les autres intervenants**

Contrôleur  
technique :

Il a la tâche de contrôler, pour le compte du maître d'ouvrage, le projet tant en phase études qu'en phase travaux, conformément au titre II de la loi n° 78.12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et l'assurance dans le domaine de la construction.

Coordonnateur de  
sécurité :

Il a la tâche de contrôler, pour le compte du maître d'ouvrage, l'application de la loi n°93.1418 du 31 décembre 1993, modifiant les dispositions de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et du décret d'application du 26 décembre 1994.

Les entreprises :

À désigner suivant la forme juridique proposée par le Maître d'ouvrage. Elles devront réaliser les opérations définies par les études d'exécution fournies par le Maître d'œuvre dans la mesure où elles feront partie de la mission.

---

## **II. Présentation des SPIP**

Parmi les personnes prises en charge par l'administration pénitentiaire, certaines sont suivies en milieu ouvert, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas sous écrou.

Les mesures alternatives à l'incarcération répondent à une démarche axée sur la responsabilisation du délinquant. Les personnes faisant l'objet de ces mesures sont placées sous le contrôle du juge de l'application des peines et suivies à sa demande par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP), soit dès le jugement, soit après une période de détention.

Les SPIP, services déconcentrés de l'administration pénitentiaire au niveau départemental, sont placés sous l'autorité de directeurs et regroupent l'ensemble des personnels d'insertion et de probation et moyens nécessaires à l'exercice de leur mission dans chaque département. Ils agissent en milieu ouvert ou en milieu fermé. Les SPIP participent à la prévention des effets désocialisants de l'emprisonnement sur les détenus, aident à préparer leur réinsertion sociale et favorisent le maintien des liens sociaux et familiaux. Ils assurent le contrôle et le suivi des personnes placées sous main de justice qui leur sont confiées par les autorités judiciaires.

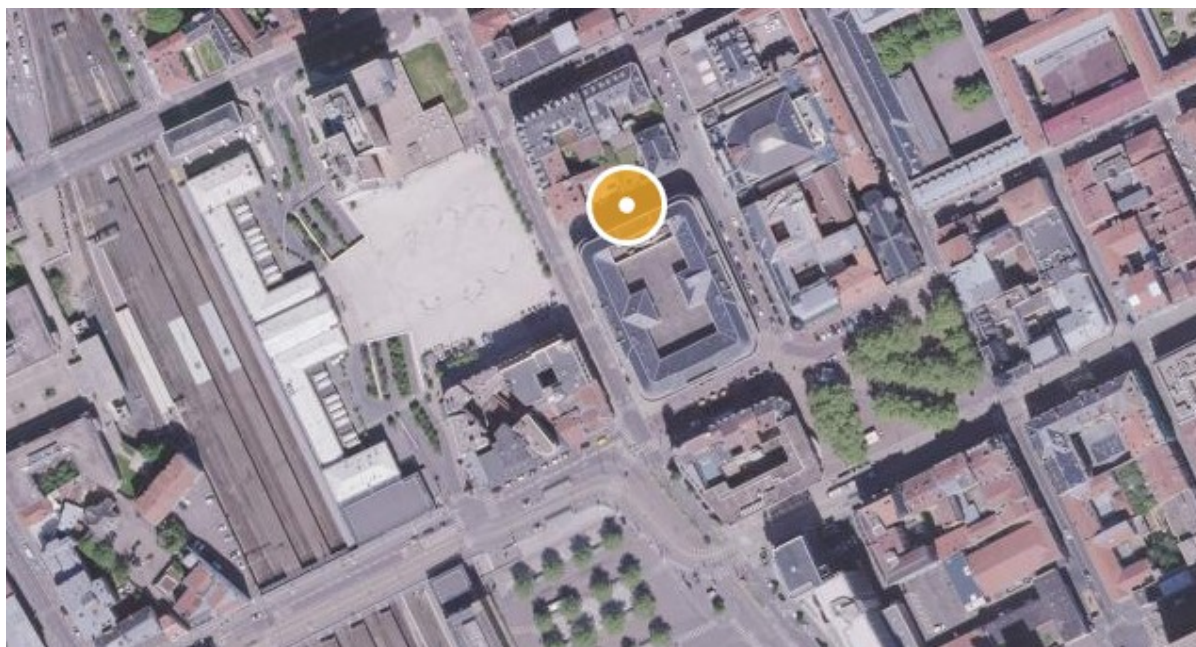
L'organisation départementale de ces services permet une meilleure prise en compte des personnes placées sous main de justice par les collectivités locales d'action sociale. Il existe un SPIP par département, un siège et une antenne par juridiction judiciaire.

---

### **III. Contexte et présentation du bâtiment**

La direction interrégionale des services pénitentiaires (DISP) Grand-Est doit procéder à l'agrandissement du service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) de Nancy afin de répondre à la loi de programmation pour la Justice qui s'accompagne d'une augmentation des conseillers pénitentiaires en insertion et probation.

L'actuel SPIP Espace Corbin – 10 rue Poirel – 54 000 Nancy, est insuffisamment doté en boxes d'entretien et la configuration des locaux ne respecte pas la séparation nécessaire entre la zone d'accueil du public et la zone administrative.



*« Plan de situation du SPIP de Nancy »*



*« Vue du bâtiment avenue Foch »*

Le SPIP est actuellement composé de 34 agents. Les nouveaux locaux permettront d'accueillir les 57 personnels attendus à terme sur ce site d'une surface de 1 315 m<sup>2</sup>.

Le bâtiment est un établissement recevant des travailleurs (ERT).

Les plans et des photos des locaux actuels sont joints en annexe 1 et 4.

---

#### **IV. PARTICULARITÉS DE FONCTIONNEMENT DES SPIP**

Le bâtiment doit permettre une séparation entre les entrées des usagers et des personnels du SPIP afin de faciliter la gestion et la sécurisation des flux.

La sécurisation impose qu'une réflexion en amont soit menée notamment en termes d'organisation spécifique des locaux et des bureaux d'entretien.

La création d'un sas avant l'accès à la salle d'attente permettant le filtrage des accès des personnes placées sous main de justice (PPSMJ) est à prévoir.

Il convient de privilégier une visibilité directe de la salle d'attente, depuis le poste de l'agent d'accueil. Celui-ci doit être rendu inaccessible aux usagers tout en garantissant une qualité d'accueil.

Des bureaux avec des fenêtres ou vitrages donnant sur le couloir ou a minima dotés d'un oculus sur la porte du bureau d'entretien doivent être privilégiés. Les fenêtres et les vitrages doivent être traités feuilleté.

Les bureaux d'entretien doivent être dissociés des bureaux de la zone administrative réservée au personnel.

Les bureaux d'entretien doivent être équipés du mobilier et de matériels, limités aux strictes nécessités de la mission, afin de prévenir un accident lié à l'utilisation détournée d'un objet par la PPSMJ.

L'agencement du bureau d'entretien doit être conçu afin de permettre au personnel du SPIP d'avoir un accès rapide vers la sortie en cas d'incident. Les PPSMJ ne doivent en aucun cas avoir accès aux locaux administratifs. L'accès à la zone administrative doit être sécurisé.

Un synoptique des circulations (sécurisé ou non) est joint en annexe 2.

---

## **V. LES BESOINS**

### **5-1. Constat général**

Les locaux sis Espace Corbin – 10 rue Poirel – 54 000 Nancy abrite déjà le SPIP de Nancy et il conviendrait de procéder à une extension afin de prendre en compte une charge plus importante de dossiers avec l'arrivée de 14 nouveaux conseillers pénitentiaires de probation et d'insertion (CPIP).

L'extension (environ 250 m<sup>2</sup>) doit faire l'objet d'un réaménagement afin qu'elle soit compatible avec les activités du SPIP. La nouvelle organisation devra respecter les règles d'accessibilité tant pour les usagers que pour le personnel.

### **5-2. Périmètre et définition de l'opération**

L'opération devra permettre :

- d'accueillir les usagers et de leur garantir la confidentialité des entretiens : création de 5 nouveaux box d'entretien ;
- d'accueillir les 14 nouveaux CPIP dans des bureaux doubles ;
- d'accueillir des groupes d'usagers en séances collectives : création d'une salle d'activités ;
- de créer des espaces de travail et des flux de circulation assurant aux personnels et leurs partenaires confort et sécurité ;
- de maintenir une unicité de lieu permettant la pluridisciplinarité et le management de proximité ;
- de favoriser l'accès des locaux aux personnes handicapées ;
- de réaménager des bureaux au niveau du siège et de l'accueil.

La circulaire du 6 août 2013, jointe en annexe 3, apporte des explications sur la sécurité dans les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP).

### **5-3. Espaces attendus**

#### **A) Réaménagement des locaux existants au niveau de l'accueil du SPIP (partie « public ») :**

##### **Espace « hall entrée public » :**

- avec SAS (accessible aux PMR) ;
- ouverture des portes depuis l'accueil ;
- interphonie avec l'accueil et le couloir des personnels ;
- caméra dans le sas ou devant la porte d'entrée ;
- liaison directe visuelle avec l'accueil

##### **Espace « attente public » :**

- liaison directe avec l'espace hall entrée public ;
- caméra.

### Espace « accueil » : aménagement du local rangement PSE

- liaison visuelle et guichet avec le hall public (guichet sécurisé) ;
- liaison interphone avec entrée public ;
- écran vidéo contrôle sur ensemble des caméras ;
- accès sur couloir personnel ;
- à proximité d'un espace archives et d'un espace fourniture bureau ;
- à proximité immédiate de l'espace photocopieur/imprimante ;
- contrôle alarme bureaux d'entretien.

### B) Création de locaux dans l'extension :

#### Espace « salle d'actions collectives » :

- salle de 35 m<sup>2</sup> ;
- caméra ;
- liaison facile avec le hall public et le bloc sanitaire public
- vidéoprojecteur fixe compatible avec de la visio conférence

#### Espaces « entretien public » :

- 13 bureaux d'entretien (box) desservis par un couloir :
  - 3 personnes maximum par bureau, certains bureaux pourront accueillir une famille ;
  - configuration et mobilier permettant à l'agent d'être au plus proche de la sortie ;
  - bouton d'appel d'urgence sous le bureau avec rappel lumineux dans couloir au-dessus de la porte ;
  - porte munie d'un oculus ;
  - ventilation (extraction) renforcée dans les box (problème d'odeur) ;
  - vidéosurveillance dans chaque bureau ;
  - isolation phonique renforcée (confidentialité) ;
  - accès direct depuis le couloir des bureaux d'entretien.
- Couloir bureaux d'entretien :
  - accès direct depuis le hall public ou l'espace d'attente par porte sécurisée (gâche électrique ou ventouse) avec oculus ;
  - vidéosurveillance ;
  - accès direct depuis le couloir du personnel par porte sécurisée (gâche électrique ou ventouse) avec oculus ;
  - espace photocopieur.
- Couloir distribution personnel :
  - accès direct sur le hall public par porte sécurisée (gâche électrique ou ventouse) avec oculus ;
  - écran de vidéosurveillance sur ensemble des caméras (judicieusement implanté pour en faciliter la vision) ;
  - rappel interphone accueil/entrée en cas d'absence du personnel à l'accueil ;
  - alarme sonore reliée aux boutons d'alarme dans les bureaux d'entretien ;
  - accès sur le couloir d'accès aux bureaux d'entretien, avec porte sécurisée (gâche électrique ou ventouse) et oculus ;

Espace « bureaux personnel » : pour référente territoriale TIG + 2 binômes de soutien

- 1 ou 2 pour le bureau référente TIG
- 2 voire 4 agents par bureau pour les 2 binômes ;

Espace « archives » :

- degré coupe feu : 1 heure ;
- prévoir 47 m<sup>2</sup> de local archives (durée archivage 6 ans).

### **C) Création de locaux dans la partie « antenne » :**

Local « informatique » :

- climatisation ;
- respect du Cahier des Clauses Techniques Générales en vigueur « Câblage informatique et téléphonique » du ministère de la Justice ;
- baie de brassage avec création d'une rocade vers RGI ;
- degré coupe feu : 1 heure.

Espace « bureaux personnel » : pour 14 CPIP

- 2 ou 3 agents par bureaux ;

### **D) Aménagement de bureaux dans la partie « siège » :**

Espace « bureaux personnel » : pour PSE et responsable RH

- 1 agent pour bureau responsable RH;
- 4 agents pour bureau PSE : placard fermant à clé, profondeur 60 cm pour stockage du matériel de surveillance.

### **Exigences techniques particulières :**

- **Revêtements de sol :**

Le maître d'œuvre proposera des revêtements dont les performances sont au moins équivalentes à :

Type de locaux	Classement UPEC
Hall entrée public et attente public	U3s P3 E2 C1
Couloirs, dégagements, circulations, salles de réunion et d'actions collectives	U3 P3 E1 C0
Sanitaires, local ménage	U3 P2 E2 C1
Espace repos	U2s P3 E2 C0
Bureaux, accueil....	U2s P3 E1 C0

- **Mobilier :**

Dans le cadre de l'opération, deux types de mobiliers sont distingués :

- le mobilier intégré ou spécifique (banque d'accueil, rangement...) ;
- le mobilier dit classique (bureaux, armoires, tables, chaises...).

Le mobilier intégré ou spécifique est inclus au programme de l'opération et à concevoir par le maître d'œuvre. Le mobilier dit classique ne fait pas partie de la mission du maître d'œuvre. Il sera en revanche amené à proposer des solutions pour l'aménagement des différents locaux en relation avec le responsable de l'établissement.

- **Signalétique :**

La signalétique est incluse dans le projet. Elle comprendra notamment l'identification des différents locaux.

#### 5-4. Surfaces

Les surfaces attendues pour chaque local sont précisées dans le tableau suivant. Le titulaire proposera des dispositions d'agencement. Le plan des locaux existants est fourni en annexe 4.

##### **A) Surfaces à réaménager dans la partie « public » en lien avec les aménagements de l'extension**

Niveau	Désignation des locaux	Nombre de locaux	Surface en m2
R+3	Bureaux accueil	1	30
	Salle d'attente (public)	1	30
	Hall d'entrée	1	30
<b>TOTAL</b>			<b>90 m<sup>2</sup></b>

##### **B) Surfaces à aménager dans l'antenne**

Niveau	Désignation des locaux	Nombre de locaux	Surface en m2
R+3	Bureaux doubles (CDIP)	7	126
	Agrandissement salle réunion		
<b>TOTAL</b>			<b>126 m<sup>2</sup></b>

##### **B) Surfaces à aménager dans l'extension**

Niveau	Désignation des locaux	Nombre de locaux	Surface en m2
R+3	Bureaux individuels TIG	1	12
	Bureaux quadruples (2 binômes soutien)	1	30
	Salle d'actions collectives	1	35
	Espace entretien sans poste de travail (box d'audience)	13	110
<b>TOTAL</b>			<b>187 m<sup>2</sup></b>

### **C) Surfaces à aménager dans la partie « siège » (actuel local secrétariat et espace QVT)**

Niveau	Désignation des locaux	Nombre de locaux	Surface en m2
R+3	Bureaux individuels responsable RH	1	12
	Bureaux quadruples (PSE)	1	30
	Espace QVT	1	18
<b>TOTAL</b>			<b>60 m<sup>2</sup></b>

## **VI. Les Contraintes et exigences**

### **6-1. Contraintes réglementaires**

L'élaboration du projet se fera dans le respect des règlements en vigueur, notamment :

- la circulaire du 6 août 2013 relative à la sécurité dans les services pénitentiaires d'insertion et de probation (annexe 3) ;
- le Code de la Construction et de l'Habitation et le règlement de sécurité contre l'incendie dans les ERP ;
- la réglementation relative aux travaux à réaliser en présence d'amiante, voir repérage amiante et plomb avant travaux rapport VERITAS du 19/02/21 annexe 6 ;
- le Code du Travail ;
- la réglementation des marchés publics ainsi que les différents Cahiers des Clauses Administratives Générales (Travaux, prestations intellectuelles) ;
- les Normes françaises électriques, notamment NFC 15 100 ;
- les Cahiers des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G) ;
- les Documents Techniques Unifiés (DTU) ;
- les Normes françaises AFNOR ;
- les Règles professionnelles et avis techniques du CSTB ;
- la directive n°VI relative à la sécurité des salles serveurs ;
- **la version en vigueur du CCTG câblage informatique et téléphonique du Ministère de la Justice. (annexe 5 du présent programme).**

**Le CCTG câblage informatique et téléphonique constitue la règle générale pour les travaux liés au courant faible et au courant fort, mais des besoins particuliers, propres au site, peuvent faire exceptions. Dans tous les cas, ces exceptions devront être signalées au maître d'ouvrage. Celles-ci devront faire l'objet d'une validation systématique de la part du Département Informatique et Télécommunications.**

### **6-2. Spécificités liées au nouveau câblage VDI**

La mise en place du câblage dans l'extension et dans les bureaux qui seront modifiés impliquera :

- la création des points d'accès de type A, B ou C conformément au CCTG en vigueur câblage informatique et téléphonique Ministère de la Justice\* ;
- le câblage respectera la norme ISO /IEC11801

- les câbles LAN devront être marqués sur la gaine afin d'identifier la classe de test au feu. Il est demandé DCA au minimum,
- la réalisation d'un câblage électrique dédié aux appareils informatiques avec les protections indispensables pour ces matériels sensibles jusqu'à l'armoire divisionnaire ou au TGBT si nécessaire,
- la création des cheminements nécessaires ;
- la création des locaux techniques ad hoc ;
- la dépose des installations ;
- les travaux annexes induits (percements, peinture, plâtre, désamiantage le cas échéant...).

*\*Le CCTG câblage informatique et téléphonique indique la règle pour dimensionner le nombre de point d'accès (PA de type A, B ou C) par bureau (1 PA pour 7m<sup>2</sup> de bureau avec un complément de PA en fonction du taux d'occupation des espaces et de la spécificité des lieux).*

*Cette règle de distribution devra être adaptée en fonction des besoins exprimés et des zones spécifiques.*

*Par définition tout local ou espace de travail doit être systématiquement câblé. Le type et le nombre de points d'accès est à définir lors de la réalisation des études en association avec le DIT. Le maître d'œuvre devra prendre en compte la localisation des PA dans sa proposition de distribution.*

### 6-3. Planning prévisionnel de réalisation

- de juin 2021 à juillet 2021	Recrutement du maître d'œuvre et passation du contrat
- de août 2021 à décembre 2021	Études de maîtrise d'œuvre
- de janvier 2022 à avril 2022	Recrutement des entreprises
- mai 2022	Début des travaux

### 6-4. Maintenance et exploitation

Le prestataire est invité à s'interroger sur les conséquences de ses choix techniques, en matière de maintenance et d'entretien.

Sont cités pour mémoire :

- l'accessibilité aux organes de commandes, ou de contrôle des différentes installations ;
- la facilité de nettoyage et d'entretien des matériaux et matériels ;
- la facilité de démontage, évacuation, remplacement du matériel usagé ;
- le repérage des câbles.

Le petit matériel courant (appareillage électrique, quincaillerie) devra être conçu dans un grand souci d'accessibilité et de standardisation. Son remplacement devra pouvoir s'effectuer très aisément (soumis à l'agrément du maître d'ouvrage).

### **6-5. Mise en service**

L'opération devra prendre en compte la mise en service des nouvelles installations.

### **6-6. Estimation financière**

Part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée par le Maître d'Ouvrage :  
**380 000,00 € HT valeur m0**

Ce montant inclut les travaux prévus au programme ainsi que les travaux ou prestations induits (installations de chantier, signalisation...).

D'une manière générale, le maître d'œuvre devra mettre à profit l'ensemble des installations existantes pour limiter les coûts travaux pour l'installation de la juridiction

---

## **VII – ANNEXES**

**Annexe 1 : photos des locaux**

**Annexe 2 : synoptique des circulations d'un SPIP**

**Annexe 3 : circulaire du 6 août 2013 relative à la sécurité dans les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP).**

**Annexe 4 : plan des locaux existants**

**Annexe 5: CCTG câblage édition 2019**

**Annexe 6 : rapport amiante et plomb avant travaux réalisé par VERITAS le 19/02/21**

**Annexe 7 : plans des futurs locaux élaborés dans le cadre d'une étude de faisabilité**